

Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques

Dominique Masson

Volume 28, numéro 1, 2009

Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux aux frontières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001727ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001727ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Masson, D. (2009). Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques. *Politique et Sociétés*, 28(1), 113–133. <https://doi.org/10.7202/001727ar>

Résumé de l'article

La transnationalisation de l'action collective implique des changements d'échelles de l'activité des mouvements sociaux. Peu abordées chez les sociologues et les politologues, les notions d'échelle et de politique(s) des échelles sont par contre centrales en géographie critique anglo-saxonne où elles sous-tendent un corpus émergent de recherches sur la transnationalisation. Visant à donner une visibilité à ces travaux, cet article expose les développements théoriques et les orientations programmatiques que ceux-ci suggèrent. Une attention particulière y est donnée aux processus de construction d'une échelle transnationale d'organisation et d'activité des mouvements, au caractère multiscale de l'action collective dite transnationale et, finalement, aux « effets de lieu » dans le rééchelonnement des cadres collectifs.

POLITIQUE(S) DES ÉCHELLES ET TRANSNATIONALISATION: PERSPECTIVES GÉOGRAPHIQUES*

Dominique Masson

*Institut d'études des femmes et Département de sociologie
et d'anthropologie, Université d'Ottawa*
dmasson@uottawa.ca

La transnationalisation de l'action collective implique des changements d'échelles de l'activité des mouvements sociaux, ainsi que des acteurs et des organisations qui les composent. Échelles et rééchelonnements n'ont toutefois suscité que peu de réflexions théoriques chez les sociologues et les politologues intéressés à la transnationalisation. Dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux, seuls Sydney Tarrow et Doug McAdam¹ s'y sont véritablement attardés. Ces auteurs soulignent, fort justement, que la transnationalisation n'émane pas par génération spontanée du seul contexte de la mondialisation. Au contraire, elle doit son existence à l'action volontaire des acteurs sur les échelles des mobilisations. S. Tarrow et D. McAdam identifient deux mécanismes fondamentaux par lesquels s'effectue ce travail de changement d'échelle du local et du national vers le transnational : la diffusion, c'est-à-dire le transfert d'information, de cadres, de répertoires, d'objectifs et de formes organisationnelles le long de voies de communication déjà établies, et le courtage (ou *brokerage*), c'est-à-dire le travail d'intermédiaires mettant en contact des acteurs jusque-là éloignés et qui ne se connaissaient pas entre eux². Les changements d'échelles, concluent-ils, « c'est seulement cela – et pas plus que cela » ; « *Scale shift* ” is just that—and no more than that³. » Du côté des politologues, la réflexion sur les changements d'échelles de l'action collective a

* L'auteure tient à remercier les membres du groupe de lecture sur les changements d'échelles de l'Université Carleton et de l'Université d'Ottawa, ainsi que les évaluateurs anonymes de la revue.

1. Sydney Tarrow et Doug McAdam, 2005, « Scale Shift in Transnational Contention », dans *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella Della Porta et Sydney Tarrow, Lanham (MD), Rowman and Littlefield, p. 121-147.
2. *Id.*, p. 146 ; et Donatella Della Porta et Sidney Tarrow, 2005, « Transnational Processes and Social Activism: an Introduction », dans *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Della Porta et Tarrow, *op. cit.*, p. 3.
3. Tarrow et McAdam, « Scale Shift in Transnational Contention », p. 147.

été largement subsumée sous des analyses empruntant la voie de la « gouvernance multiniveaux », concept importé d'autres domaines de la science politique. Le recours à ce concept permet de rendre compte des transformations des mobilisations associées à l'émergence de nouvelles possibilités stratégiques et politiques résultant de l'importance accrue, voire de la création de structures supranationales d'opportunité politique⁴. Notons que la notion d'échelle se confond ici avec celle de niveau, pour lequel l'échelle fait figure de simple synonyme. Changer d'échelle, dans ce cadre, c'est changer de niveau, ce dernier étant défini d'abord et avant tout en regard de l'organisation juridico-administrative des arènes institutionnelles de la sphère politique formelle.

Le concept d'échelle est par contre central chez les géographes, où il a fait l'objet au cours des années 1980 et 1990 de développements théoriques et analytiques d'importance dans certains courants critiques de la géographie humaine anglo-saxonne. Jusque-là métrique de l'espace ou mode prédéfini d'ordonnement territorial⁵, l'échelle s'y trouve re-conceptualisée comme construction sociale, expression de processus sociopolitiques et objet de projets d'acteurs, insérée dans des rapports et des luttes politiques. C'est à l'intérieur de cette mouvance géographique particulière, caractérisée par son attention pour la politique des échelles (*scale politics*), que se développent depuis quelques années des travaux prenant pour objet la transnationalisation de l'action collective. En réponse aux appels au décloisonnement disciplinaire et à la multiplication des points d'entrée dans l'analyse de la transnationalisation lancés par les responsables du présent numéro de *Politique et Sociétés*, cet article vise à donner une visibilité et à faire connaître aux politologues et aux sociologues de langue française les orientations théoriques et programmatiques offertes par ces travaux.

-
4. Voir par exemple Gary Marks et Doug McAdam, 1996, « Social Movements and the Changing Structure of Political Opportunity in the European Union », dans *Governance in the European Union*, sous la dir. de Gary Marks, Fritz W. Scharpf, Philippe C. Schmitter et Wolfgang Streeck, Londres, Sage, p. 95-120; Kathryn Sikkink, 2005, « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition », dans *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Della Porta et Tarrow, *op. cit.*, p. 151-173; Margaret Keck et Kathryn Sikkink, 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press.
 5. Sur la variété des usages du concept d'échelle en géographie, consulter Robert B. McMaster et Eric Sheppard, 2004, « Introduction: Scale and Geographic Inquiry », dans *Scale and Geographic Inquiry*, sous la dir. d'Eric Sheppard et Robert B. McMaster, Malden (MA), Blackwell Publishing, p. 1-22; et Virginie Mamadouh, Olivier Kramsch et Martin Van Der Velde, 2004, « Articulating Local and Global Scales », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie* [Journal of Economic and Social Geography], vol. 95, n° 5, p. 455-466. Les lecteurs francophones pourront consulter l'article « Échelles », dans le *Dictionnaire de la géographie*, sous la dir. de Jacques Lévy et Michel Lussault, 2003, Paris, Belin, p. 284-288.

Résumé. La transnationalisation de l'action collective implique des changements d'échelles de l'activité des mouvements sociaux. Peu abordées chez les sociologues et les politologues, les notions d'échelle et de politique(s) des échelles sont par contre centrales en géographie critique anglo-saxonne où elles sous-tendent un corpus émergent de recherches sur la transnationalisation. Visant à donner une visibilité à ces travaux, cet article expose les développements théoriques et les orientations programmatiques que ceux-ci suggèrent. Une attention particulière y est donnée aux processus de construction d'une échelle transnationale d'organisation et d'activité des mouvements, au caractère multiscalaire de l'action collective dite transnationale et, finalement, aux « effets de lieu » dans le rééchelonnement des cadres collectifs.

Abstract. The transnationalization of collective action involves the rescaling of social movement activity. Scale and the politics of scale have received little attention from sociologists and political scientists. They are, however, central to Anglo-Saxon critical geography, where they have spurred the development of an emergent field of research on transnationalization. This article aims at making visible the theoretical developments and programmatic orientations of this body of work. Attention is directed towards processes of construction of a transnational scale of organisation and movement activity, the multiscalar character of transnational collective action, and the enduring role of «place» in the upscaling of collective framings.

Ainsi, la première section de l'article présente les développements théoriques concernant les notions d'échelle et de politique(s) des échelles qui sous-tendent le corpus encore émergent de travaux d'inspiration géographique sur la transnationalisation. Les trois sections suivantes explorent l'éclairage projeté par de telles perspectives sur ces processus cruciaux de l'action collective que sont l'organisation, l'action et le cadrage. Nous espérons montrer dans ce texte que la perspective constructiviste sur les échelles développée au sein de la géographie humaine anglo-saxonne et les travaux qui s'en inspirent offrent un angle d'approche original et fécond qui permet de poser tantôt de manière nouvelle, tantôt de manière différente, les questionnements sur les dynamiques de l'action collective telles qu'elles se déploient à l'échelle transnationale, ainsi que dans les relations entre les différentes échelles d'activité des mouvements.

ÉCHELLE ET POLITIQUE(S) DES ÉCHELLES

Concept usité en géographie, l'échelle y connaît plusieurs acceptions. Tantôt simple métrique de l'espace renvoyant à l'échelle cartographique, à l'échelle de mesure ou à l'échelle d'observation, tantôt ordonnancement territorial (local, régional, national, supranational) de phénomènes ayant une dimension spatiale, les conceptions plus traditionnelles de l'échelle en géographie ont en commun de proposer

une hiérarchie fixe et déjà là de valeurs mathématiques, de degrés de résolution ou d'espaces délimités (*bounded*) de différentes tailles⁶. Une discussion visant à revisiter le concept d'échelle en lui accordant une nature plus dynamique et une plus grande portée analytique est toutefois initiée au début des années 1980 au sein de la géographie anglo-saxonne⁷. Au cours des années 1990, elle trouve un terrain fertile, d'abord à l'intérieur d'un courant marqué par une économie politique d'influence marxiste, pour se diffuser plus largement par la suite⁸. Bien que l'échelle fasse toujours l'objet d'importants débats au sein de cette mouvance, entre autres au sujet de son statut par rapport à d'autres concepts centraux de l'analyse en géographie⁹, on retrouve un fort consensus autour d'une conceptualisation de l'échelle comme construction sociale – à la fois institutionnalisée et historiquement changeante – et dimension structurante des phénomènes sociaux.

Ce consensus de base s'accommode de deux grandes conceptions de la nature des échelles : l'une d'inspiration matérialiste et l'autre plus discursive. Selon la première approche, les différents processus économiques, politiques et culturels qui organisent les relations sociales se déploient dans l'espace, et ce, d'une façon qui met en jeu des aires ou des étendues spatiales variables, différenciées (et parfois non contiguës). Le concept d'échelle renvoie à cette extension spatiale (*spatial stretch*) des relations sociales. L'échelle n'est donc ici ni une qualité purement abstraite de l'espace, ni une réalité prédéterminée, mais une propriété spatiale de processus sociaux saisis dans leur spécificité. Elle est donc historiquement malléable et susceptible de connaître des variations en fonction des caractéristiques et des dynamiques sociopolitiques

6. David Delaney et Helga Leitner, 1997, «The Political Construction of Scale», *Political Geography*, vol. 16, n° 2, p. 93-97.

7. Notamment dans les travaux de Peter J. Taylor, 1982, «A Materialist Framework for Political Geography», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 7, p. 15-34; et Neil Smith, 1984, *Uneven Development: Nature, Capital and the Production of Space*, Oxford, Blackwell Publishing.

8. Pour plus de détails sur ces développements, voir: Neil Smith, 2001, «Rescaling Politics: Geography, Globalism and the New Urbanism», dans *Postmodern Geography: Theory and Praxis*, sous la dir. de Claudio Minca, Oxford, Blackwell Publishing, p. 147-165; Richard Howitt, 2003, «Scale», dans *A Companion to Political Geography*, sous la dir. de John Agnew, Katharyne Mitchell et Garard Toal, Oxford, Blackwell Publishing, p. 138-157; ou encore McMaster et Sheppard, «Introduction: Scale and Geographic Inquiry», p. 1-22; Adam Moore, 2008, «Rethinking Scale as a Geographical Category: From Analysis to Practice», *Progress in Human Geography*, vol. 32, n° 2, p. 203-225.

9. Voir en particulier Sally A. Marston, John Paul Jones III et Keith Woodward, 2005, «Human Geography Without Scale», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 30, p. 416-432; ainsi que les commentaires suscités par leur texte dans la revue *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2007, vol. 32.

qui animent ces processus¹⁰. Dans la seconde approche, l'échelle est plutôt comprise comme la focale « à laquelle un phénomène donné est pensé, pris comme objet d'action ou étudié », ou encore la focale « venant définir des frontières spatiales pour des demandes sociales, des activités ou des comportements spécifiques¹¹ ». L'échelle est ici vue comme une catégorie épistémologique, ou encore un mode spatial de cadrage (*framing*)¹². Cette conception oriente l'analyse vers la façon dont les échelles sont imaginées, définies ou représentées – c'est-à-dire construites dans les discours – comme « ajustées » à l'organisation spatiale d'activités ou de processus économiques, politiques ou culturels donnés. Si certains présentent ces deux approches comme opposées¹³, d'autres les voient comme étroitement interreliées dans le travail des acteurs : l'échelle répondrait ainsi à une double structuration, matérielle et discursive¹⁴.

L'expression de « politique des échelles », que l'on doit à Neil Smith¹⁵, introduit l'idée que la constitution et la transformation subséquente des échelles sont le résultat de projets sociopolitiques ainsi que de luttes et de contestations entre acteurs inscrits dans des rapports de force. Neil Brenner opère une distinction utile entre les versions singulière

-
10. Neil Smith, 1993, « Homeless/Global: Scaling Places », dans *Mapping the Futures: Local Cultures, Global Change*, sous la dir. de Jon Bird, Barry Curtis, Tim Putnam, George Robertson et Lisa Tickner, Londres, Routledge, p. 87-119; Eric Swyngedouw, 1997, « Neither Global nor Local, "Glocalization" and the Politics of Scale », dans *Spaces of Globalization, Reasserting the Power of the Local*, sous la dir. de Kevin R. Cox, New York et Londres, The Guilford Press, p. 137-166; Neil Brenner, 2001, « The Limits to Scale? Methodological Reflections on Scalar Structuration », *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 4, p. 591-614; Neil Brenner, 2004, *New State Spaces, Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press.
 11. John Agnew, 1997, « The Dramaturgical Horizons: Geographical Scale in the Reconstruction of Italy by the New Italian Political Parties, 1992-95 », *Political Geography*, vol. 16, n° 2, p. 100. Cette citation ainsi que toutes les citations subséquentes dont la source originale est en anglais sont des traductions libres de l'auteur.
 12. Voir Katherine T. Jones, 1997, « Scale as Epistemology », *Political Geography*, vol. 17, n° 1, p. 25-28; Delaney et Leitner, « The Political Construction of Scale », *op. cit.*; Moore, « Rethinking Scale as a Geographical Category », *op. cit.*
 13. Moore, « Rethinking Scale as a Geographical Category », *op. cit.*
 14. Byron Miller, 1997, « Political Action and the Geography of Defense Investment, Geographical Scale and the Representation of the Massachusetts Miracle », *Political Geography*, vol. 16, n° 2, p. 172-173; Delaney et Leitner, « The Political Construction of Scale », *op. cit.*
 15. Neil Smith, 1990 [2^e éd.], « Afterword: the Beginning of Geography », dans *Uneven Development*, Cambridge (MA), Blackwell Publishing, p. 172.

et plurielle du concept¹⁶. Ainsi, la politique des échelles renvoie chez N. Brenner à des processus de construction et de contestation *au sujet des échelles mêmes*, c'est-à-dire aux rapports politiques qui se jouent autour de tentatives d'institutionnalisation d'une ou de nouvelles échelles, ces dernières remettant en cause les anciennes échelles spatiales de référence et leur configuration de rapports de pouvoir. Dans l'acception plurielle du concept, les politiques des échelles sont comprises dans leur lien avec la constitution, la recomposition et la contestation des *rappports* hiérarchiques ou des *relations* existantes *entre* différentes échelles spatiales¹⁷. La réflexion sur la production et la transformation des échelles et de leurs relations s'est largement centrée sur l'examen du rôle du Capital et de l'État dans la définition d'échelles adaptées aux besoins (changeants) des processus d'accumulation capitaliste. Des chercheurs identifiés sous l'étiquette du *political rescaling* ont ainsi analysé la période actuelle comme étant caractérisée par d'importants rééchelonnements, c'est-à-dire par des reconfigurations majeures des déploiements spatiaux et des hiérarchies entre les échelles de référence des processus économiques et politiques et en particulier de l'organisation juridico-territoriale des échelles de régulation politique¹⁸.

Les théories du *political rescaling* ne réservent généralement qu'une part relativement congrue aux mouvements sociaux dans les politique(s) des échelles. Ces derniers y apparaissent comme essentiellement réactifs, ne mettant en œuvre que des stratégies de contestation et de contournement (sauts d'échelle) en réponse aux projets de changements

16. Dans les deux cas, N. Brenner utilise la même terminologie, celle de *politics of scale*. Nous avons essayé de distinguer les deux acceptions que suggère Brenner par l'utilisation du singulier et du pluriel du terme français «politique». La graphie de «politique(s) des échelles», que nous utilisons dans ce texte, vise à englober les deux acceptions lorsque nécessité par l'argumentaire.

17. Brenner, «The Limits to Scale?...», p. 599-600.

18. Voir en particulier Erik Swingedouw, 1997, «Excluding the Other, the Production of Scale and Scaled Politics», dans *Geographies of Economies*, sous la dir. de Roger Lee et Jane Wills, Londres, Arnold, p. 167-176; Neil Brenner, 1999, «Globalization as Reterritorialisation, the Rescaling of Urban Governance in the European Union», *Urban Studies*, vol. 36, n° 3, p. 431-451; Chris Collinge, 1999, «Self-organization of Society by Scale, a Spatial Reworking of Regulation Theory», *Environment and Planning D, Society and Space*, vol. 17, p. 557-574; Gordon MacLeod et Mark Goodwin, 1999, «Space, Scale and State Strategy, Rethinking Urban and Regional Governance», *Progress in Human Geography*, vol. 23, n° 4, p. 503-527; Brenner, *New State Spaces, Urban Governance...*, *op. cit.* Le courant du *political rescaling* a donné lieu au cours des années 1990 et 2000 au développement d'un programme de recherche d'envergure que les lecteurs francophones trouveront résumé dans Alain Faure, Jean-Philippe Leresche, Pierre Muller et Stéphane Nahrath, 2007, *Action publique et changements d'échelles: les nouvelles focales du politique*, Paris, L'Harmattan. Voir tout particulièrement les contributions de Faure et Muller, Faure, et Jouve dans cet ouvrage.

d'échelles des grands acteurs corporatifs et étatiques. Certains chercheurs soulignent toutefois que si les mouvements sociaux se mobilisent face à ces projets, c'est non seulement comme opposants, mais aussi comme participants¹⁹. Plus important encore, le nombre croissant de travaux cherchant à aborder les processus de construction et de transformation des échelles *du point de vue des mouvements* démontre que les mouvements sociaux sont engagés dans leurs propres processus de construction et de changements d'échelles. Les acteurs des mouvements font et refont en effet les échelles de l'action collective, et ce, en fonction de logiques qui peuvent, certes, être celles d'un alignement stratégique et politique sur les projets de changements d'échelles des autres acteurs, mais qui peuvent également se structurer autour de l'alignement sur, voire la création, d'autres échelles de référence : par exemple celles d'espaces d'appartenance ou d'identification particuliers – l'échelle du territoire ancestral autochtone – ou encore d'espaces associés à d'autres modes de définition des enjeux – bassins versants, biorégions, etc.²⁰.

Les perspectives et les pistes de recherche sur la transnationalisation de l'action collective présentées dans la suite de cet article s'inscrivent dans la lignée de ces développements théoriques sur les échelles et les politique(s) des échelles. La transnationalisation n'est pas elle-même l'objet d'un travail extensif de théorisation dans ces travaux, le terme y étant utilisé pour désigner des déploiements spatiaux de processus et de relations sociales ayant la particularité de s'étendre et de s'étirer par delà l'échelle de référence – jusqu'ici historiquement centrale – de

-
19. David Sadler, 2000, «Organizing European Labour: Governance, Production, Trade Unions and the Question of Scale», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 25, p. 132-152; Walter J. Nicholls et Justin R. Beaumont, 2004, «The Urbanization of Justice Movements? Possibilities and Constraints for the City as a Space of Contentious Struggle», *Space and Polity*, vol. 8, n° 2, p. 119-135; Dominique Masson, 2006, «Constructing Scale / Contesting Scale, Women's Movement and Rescaling Politics in Québec», *Social Politics*, vol. 13, n° 4, p. 462-486.
20. Les lecteurs intéressés à ces processus de construction d'échelles (non transnationales) pourront consulter avec profit les travaux suivants : Andrew Herod, 1997, «Labor's Spatial Praxis and the Geography of Contract Bargaining in the US East Coast Longshore Industry, 1953-1989», *Political Geography*, vol. 16, n° 2, p. 145-169; Miller, «Political Action and the Geography of Defense Investment...», p. 171-185; Howitt, «Scale», *op. cit.*; Hilda Kurtz, 2003, «Scale Frames and Counter-scale Frames, Constructing the Problem of Environmental Injustice», *Political Geography*, vol. 22, p. 887-916; Masson, «Constructing Scale / Contesting Scale...», p. 462-486; ainsi que George Towers, 2000, «Applying the Political Geography of Scale, Grassroots Strategies and Environmental Justice», *Professional Geographer*, vol. 52, n° 1, p. 23-36; Steven E. Silvern, 1999, «Scales of Justice, Law, American Indian Treaty Rights and the Political Construction of Scale», *Political Geography*, vol. 18, p. 639-668; et Andrew Biro, 2007, «Water Politics and the Construction of Scale», *Studies in Political Economy*, vol. 80, p. 9-30.

l'État-nation²¹. L'action collective, elle, y est typiquement comprise dans son sens le plus large pour englober les grandes dimensions de l'agir collectif : celles de l'organisation et de la mobilisation, de l'action (au sens plus étroit du terme), ainsi que de la production de cadres et d'identités²². La tâche que nous nous sommes donnée dans les pages qui suivent est de mettre en lumière les grands ordres de questionnements concernant la transnationalisation de l'action collective qui, soit nous sont suggérés par les propositions théoriques mentionnées plus haut concernant les échelles et les politique(s) des échelles, soit sont explicitement portés par les travaux qui s'inspirent de ces re-conceptualisations pour interroger les dynamiques induites par le déploiement de l'action collective à l'échelle transnationale²³. Un premier ordre de questions concerne la production de l'échelle transnationale (la politique de cette échelle); un deuxième a trait aux rééchelonnements organisationnels et discursifs (les politiques des échelles) impliqués dans la transnationalisation.

CONSTRUCTION ET POLITIQUE DE L'ÉCHELLE TRANSNATIONALE

L'adoption d'une perspective constructiviste sur les échelles implique que l'échelle transnationale ne doit jamais être conçue comme « déjà donnée ». Au contraire, puisque l'échelle doit toujours être comprise et analysée dans sa relation avec le déploiement spatial de processus particuliers²⁴, une échelle transnationale de l'action collective ne peut préexister à l'action des mouvements eux-mêmes. Elle doit être construite. Et pour cela, ce sont toutes les relations sociales qui constituent l'activité des mouvements qui doivent être étendues, par-

21. Pour un clair exemple de cette façon de concevoir la transnationalisation, voir David Featherstone, 2007, «The Spatial Politics of the Past Unbound: Transnational Networks and the Making of Political Identities», *Global Networks*, vol. 7, n° 4, p. 430-452.

22. À titre d'exemple, un appel à communications pour le colloque «The Geographies of Collective Action», lors de la conférence de 2008 de l'Association américaine des géographes, définissait simplement l'action collective comme «*How and why people cooperate with one another for the purpose of achieving common goals?*» («Comment et pourquoi les individus coopèrent-ils les uns avec les autres dans la poursuite de buts communs?»).

23. Rappelons qu'il s'agit là d'un champ d'étude *en émergence* en géographie humaine et qui en est encore largement au stade du développement de questions et de pistes de recherche. Nous croyons toutefois que celles-ci présentent un intérêt certain pour les sociologues et les politologues intéressés aux phénomènes de transnationalisation auxquels participent les acteurs des mouvements sociaux.

24. Swyngedouw, «Neither Global nor Local...», p. 14; Masson, «Constructing Scale / Contesting Scale», p. 480.

delà les frontières nationales, à travers tout un ensemble de pratiques matérielles et discursives, afin de relier entre eux participants (individus et organisations), enjeux, actions et revendications. Sur le plan théorique, l'accent mis sur les processus de constitution des échelles devrait attirer l'attention des chercheurs sur le comment et le pourquoi de la production d'une échelle transnationale d'action collective, ainsi que sur les rapports politiques, y compris les rapports de pouvoir de type plus structurels, qui y sont impliqués. Or, c'est surtout cette dernière dimension qui a jusqu'ici largement monopolisé le traitement de la question dans les travaux d'inspiration géographique.

L'organisation de l'action collective à travers de vastes espaces géographiques requiert en effet de la part des organisateurs et des participants la résolution des problèmes posés par la distance : la transnationalisation demande l'accès à des moyens de compression spatio-temporelle. Cette dernière renvoie à la contraction du temps et de l'espace rendue possible, en particulier, par les développements technologiques. Or, l'accès aux moyens de compression spatio-temporelle est différencié socialement et spatialement²⁵. Ainsi, la transposition des inégalités Nord-Sud dans l'accès à Internet joue un rôle certain dans la distorsion de la représentation du Sud dans le réseau Indymedia, où elle a pour résultat des irrégularités notables liées à la distribution spatiale et à la densité géographique des participants au réseau. « [M]algré sa portée véritablement globale, le réseau est plus ancré dans certains lieux que d'autres. Tous les continents sont représentés, mais la distribution est faussée, avec les trois quarts des sites (96) situés au Nord²⁶. » Des inégalités économiques et politiques quant à l'accès aux déplacements internationaux façonnent également de façon différentielle l'accès des participants actuels et potentiels à la constitution d'organisations, de réseaux, de coalitions et d'événements transnationaux et favorisent l'activité d'une élite militante plus éduquée et plus mobile²⁷. Considérer la production d'une échelle transnationale de l'action collective comme

25. Doreen Massey, 1994, «A Global Sense of Place», dans *Space, Place, and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 148-149.

26. Virginie Mamadouh, 2004, «Internet, Scale and the Global Grassroots, Geographies of the Indymedia Network of Independent Media Centers», *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 95, n° 5, p. 493.

27. Voir à ce propos Paul Routledge, 2003, «Convergence Space, Process Geographies of Grassroots Globalization Networks», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 28, p. 333-349; Josée Johnston, 2003, «“We Are All Marcos”? Zapatismo, Solidarity and the Politics of Scale», dans *The Global Civil Society and Its Limits*, sous la dir. de Gordon Laxer et Sandra Halperin, Londres, Palgrave MacMillan, p. 85-104; Janet Conway, 2005, «The Empire, the Movement, and the Politics of Scale, Considering the World Social Forum», communication présentée à la conférence Towards a Political Economy of Scale, Université York, 3-5 février.

le fait de projets d'acteurs dans lesquels certains lieux et certains types d'acteurs sont plus représentés que d'autres invite à s'interroger plus avant sur la façon dont inégalités et rapports de pouvoir structurels affectent les configurations d'acteurs à l'échelle transnationale et ont des conséquences sur la façon dont sont construits les enjeux, les actions et les revendications à cette échelle²⁸. Nous y reviendrons plus loin.

Un autre angle d'analyse possible est celui d'une interrogation sur les logiques concrètes qui président à ces déploiements spatiaux. En effet, l'utilisation générique du terme d'« échelle transnationale » contribue à obscurcir la riche diversité des échelles de déploiement des organisations et des réseaux transnationaux considérés dans leur spécificité. Ceux-ci opèrent à différentes échelles sur le plan de l'extension spatiale (*spatial stretch*) des relations qu'ils établissent entre participants, eux-mêmes ancrés dans différents espaces géographiques²⁹. Une brève incursion dans l'univers des organisations et des réseaux transnationaux du mouvement des femmes illustre ce point. Ainsi, par exemple, la Marche mondiale des femmes (MMF) rassemble environ 6000 groupes de femmes répartis dans 165 pays et territoires, ce qui lui permet de revendiquer un caractère véritablement mondial.

28. Une préoccupation pour la façon dont les rapports de pouvoir structurels, et en particulier ceux reliés à la classe, au genre, à la race et à l'ethnicité, se traduisent « à l'interne » dans la politique des mouvements sociaux fait défaut aux courants de pensée majoritaire en sociologie des mouvements sociaux comme en science politique. Aux lecteurs qui s'étonneraient de la présence dans notre énumération du mot « race », rappelons qu'il ne s'agit évidemment pas de soutenir que la race existerait sur le plan biologique, mais bien de reconnaître que « l'idée de race » a historiquement fondé et fonde toujours des systèmes de différenciation et de hiérarchisation qui sont structurants des inégalités sociales dans tout un ensemble de domaines, dont celui de la politique des mouvements. À ce propos, les chercheurs du courant de pensée majoritaire pourraient tirer profit d'une meilleure connaissance des travaux féministes qui mettent l'accent sur les intersections de différents types de rapports de pouvoir et d'inégalités dans leurs analyses de la politique des mouvements transnationaux. (Voir par exemple Isabelle Giraud, 2001, « La transnationalisation des solidarités : l'exemple de la marche mondiale des femmes », *Lien social et politiques*, vol. 45, p. 145-160; Annick Druelle, 2004, « Que célébrer 30 ans après l'année internationale de la femme, une crise au sein des mouvements internationaux de femmes ? », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, p. 115-169; Mary E. Hawkesworth, 2006, *Globalization and Feminist Activism*, Lanham (MA), Rowman et Littlefield; Pascale Dufour et Isabelle Giraud, 2007, « Globalization and Political Change in the Women's Movement, the Politics of Scale and Political Empowerment in the World March of Women », *Social Science Quarterly*, vol. 88, n° 5, p. 1152-1173.)

29. Pour une réflexion sur les échelles des réseaux, consulter Helga Leitner, Claire Pavlik et Eric Sheppard, 2002, « Networks, Governance, and the Politics of Scale: Inter-urban Networks and the European Union », dans *Geographies of Power. Placing Scale*, sous la dir. d'Andrew Herod et Melissa W. Wright, Oxford, Blackwell Publishing, p. 286-288.

D'autres réseaux, comme le Lobby européen des femmes et Women in Development in Europe, qui tentent de peser sur les débats de l'Union européenne (UE), recrutent leurs participants dans les États membres. Non seulement leur extension spatiale est-elle différente de celle de la MMF, elle est, de plus, historiquement variable car intimement liée aux transformations de l'UE. Si ces exemples illustrent des pratiques de construction d'échelles d'action collective qui s'alignent sur les échelles d'intervention des institutions politiques qui sont leurs cibles (l'Organisation des Nations Unies / ONU et l'UE), d'autres exemples montrent que cela n'est pas toujours le cas.

Ainsi, l'Association des femmes de la Région Méditerranée réunit des participantes en provenance de : Albanie, Algérie, Chypre, Égypte, France, Gibraltar, Grèce, Israël, Liban, Libye, Malte, Maroc, Palestine, Espagne, Syrie, Tunisie, Turquie et Serbie. Cette association définit donc son membership et son extension spatiale par le biais d'une construction discursive de la « Méditerranée » comme espace-symbole d'identification et d'établissement de solidarités. Women Living Under Muslim Laws, pour sa part, rassemble individus et groupes de femmes de communautés et de pays musulmans de trois continents, joignant ainsi une diversité d'espaces non contigus qui ont en commun des formes institutionnalisées de gouvernement islamique³⁰. La construction d'une échelle transnationale de mobilisation obéirait donc à des logiques diverses. Ces logiques peuvent également connaître des modifications dans le temps. Pascale Dufour et Isabelle Giraud³¹ démontrent en effet que la Marche mondiale des femmes est passée, entre 2001 et 2006, d'une logique d'alignement sur les échelles institutionnelles (ONU, UE) à une logique de développement de solidarités entre organisations de femmes, entraînant des déplacements des lieux spatiaux privilégiés dans ses mobilisations. Conceptualiser les échelles de l'action collective comme des constructions sociales relevant des décisions stratégiques et des significations que leur donnent les acteurs invite donc, selon nous, à des analyses à la fois plus historicisées et plus en profondeur des spatialisations diverses recouvertes par le terme d'« échelle transnationale », ainsi que des logiques d'action responsables de ces variations.

La façon dont l'échelle transnationale est construite, matériellement et discursivement, à travers le travail des acteurs, constitue une dimension encore relativement négligée dans les travaux empiriques en

30. Les lecteurs intéressés à ces deux réseaux ou à Women in Development Europe pourront consulter le travail (bien que réalisé dans une perspective autre que géographique) de Valentine M. Moghadam, 2005, *Globalizing Women, Transnational Feminist Networks*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press.

31. Dufour et Giraud, « Globalization and Political Change in the Women's Movement... ».

géographie anglo-saxonne critique³². Pourtant, dès 1997, David Delaney et Helga Leitner³³ en appelaient à des analyses fines des processus de construction matérielle et discursive des échelles. Si cet aspect demeure à explorer plus avant, les outils conceptuels de la sociologie politique des mouvements sociaux – modalités de structuration organisationnelle et de participation, mobilisation des ressources et définitions de cadres, établissement d’alliances et création ou investissement de structures d’opportunités politiques et, pourquoi pas, mécanismes de diffusion et de courtage – pourraient être mis à profit pour documenter et analyser la constitution d’une échelle transnationale d’action collective dans le contexte de mouvements, d’acteurs ou d’enjeux particuliers.

POUR UNE APPROCHE MULTISCALEAIRE DE L’ACTIVITÉ TRANSNATIONALE

Les échelles ne sont pas des unités discrètes qui peuvent être étudiées de façon indépendante les unes des autres. Comme le précise le théoricien Neil Brenner dans un passage très cité, « la signification, la fonction, l’histoire et la dynamique d’une échelle géographique donnée ne peuvent être appréhendées que de façon relationnelle, en regard des liens verticaux et horizontaux de cette échelle avec d’autres échelles géographiques situées à l’intérieur de hiérarchies scalaires enchevêtrées et de réseaux interscalaires dispersés³⁴ ». La constitution d’une échelle transnationale d’organisation et d’action dans le travail des mouvements sociaux implique l’établissement de liens, de relations de coopération, voire de rapports hiérarchiques, et plus largement de recompositions et de rééquilibrages des relations avec les autres échelles spatiales d’activité. L’analyse de la transnationalisation de l’action collective doit donc se pencher sur la coexistence et l’imbrication d’échelles multiples³⁵.

De fait, l’action collective dite « transnationale » implique souvent plus d’une échelle. Suivant P. Routledge, les éléments constitutifs des réseaux transnationaux sont « enracinés dans différents lieux à une variété d’échelles spatiales », ces différentes échelles géographiques étant mutuellement constitutives³⁶. Le cas d’Indymedia, étudié par

32. Mais voir le travail de Sadler (« Organizing European Labour... », p. 132-152) sur les tentatives de constitution d’une échelle européenne de négociation collective et celui de Noel Castree (2000, « Geographic Scale and Grass-roots Internationalism, the Liverpool Dock Dispute, 1995-1998 », *Economic Geography*, vol. 76, n° 3, p. 272-292) sur la campagne des débardeurs (*dockers*) de Liverpool, à laquelle nous faisons référence plus explicitement dans la prochaine section.

33. Delaney et Leitner, « The Political Construction of Scale », *op. cit.*

34. Brenner, « The Limits to Scale ? », p. 605.

35. Mamadouh *et al.*, « Articulating Local and Global Scales », p. 457.

36. Routledge, « Convergence Space, Process Geographies... », p. 336.

Virginie Mamadouh, montre bien à la fois la pluralité des lieux d'ancrage des éléments constitutants du réseau et le caractère mutuellement constitutif de ses différentes échelles. Le réseau est composé d'un site Web « global » et de 122 sites dits « locaux³⁷ » dont les échelles et les espaces d'identification varient de la petite localité à l'agglomération urbaine, de la province au pays, y compris biorégions et territoires d'appartenance disputés (Aotearoa, Quollasuyu, Ambazonia, Euskal Herria, Palestine)³⁸. Les sites Web locaux couvrent les événements de protestation locale pour des auditoires locaux, tout en soulignant les dimensions globales de ces mobilisations. Le site Web global, lui, assure la couverture des enjeux globaux pour une audience mondiale, en même temps qu'il rend compte des luttes locales à portée globale. « Les sites Web d'Indymedia fournissent les plateformes permettant de mobiliser les activistes à plusieurs échelles à la fois [...], mais les échelles globale et locale sont indissociables et constamment connectées par le biais des fils de presse et autres liens³⁹. » Les activités des différentes échelles du réseau sont donc étroitement imbriquées, se nourrissant les unes des autres tout en étant dépendantes les unes des autres, démontrant ainsi leur constitution mutuelle. Dans cette perspective, une piste de recherche intéressante serait de prendre la mesure de l'activité multiscalaire des organisations, des coalitions et des réseaux de défense de causes transnationaux, ainsi que d'examiner la façon dont les éléments constitutifs de ceux-ci, ancrés également dans d'autres lieux et à d'autres échelles, sont impliqués dans un travail à caractère transnational. Quels genres de liens, quelle division du travail, quelles hiérarchies ou collaborations et quels arrangements entre échelles organisent la vie et l'activité transnationale de ces acteurs collectifs ?

Par ailleurs, une des conséquences importantes de la reconnaissance du caractère multiscalaire de l'action collective est de réinsérer l'analyse de la transnationalisation à l'intérieur de la réalité plus large des relations entre échelles au sein de luttes ou de processus de mobilisation spécifiques. Le travail de Noel Castree⁴⁰ sur la campagne de soutien aux débardeurs (*dockers*) de Liverpool illustre particulièrement bien la portée analytique de ce type d'approche qui met l'accent sur les rapports entre acteurs situés à différentes échelles. D'une part, N. Castree s'attache à montrer avec force détails que, dans cette campagne, la constitution « du bas vers le haut » (*from the bottom up*) d'une échelle transnationale de solidarités avec les grévistes de Liverpool ne relève

37. Le « local » est un terme dont les significations sont multiples. Conçu dans une relation binaire avec le « global », le « local » d'Indymedia recouvre des réalités spatiales diverses. En préciser les contours géographiques fait apparaître des échelles multiples que ne reconnaît que ponctuellement l'analyse de V. Mamadouh.

38. Mamadouh, « Internet, Scale and the Global Grassroots », p. 489-492.

39. *Id.*, p. 489.

40. Castree, « Geographic Scale and Grass-roots Internationalism », *op. cit.*

pas d'un simple changement stratégique de l'échelle des luttes en réaction aux exactions d'une corporation elle-même multinationale, mais bien de circonstances beaucoup plus contingentes qui ont trait à l'absence de soutien des structures institutionnalisées de l'organisation syndicale existante, et ce, aux échelles nationale (le Transport and General Workers Union – TGWU) comme internationale (la Fédération internationale des transports). D'autre part, N. Castree soutient que, contrairement à l'opinion généralement admise, jamais l'échelle transnationale n'a été prédominante dans cette campagne. La multiscalarité a plutôt été une caractéristique constitutive de cette dernière, la construction d'échelles nationales (hors TGWU) et locales de mobilisation y ayant joué un rôle tout à fait vital. Les politiques des échelles sont tout spécialement mises en lumière dans ce type d'analyse, qui suggère d'explorer les interrelations et les interactions entre acteurs collectifs ancrés à différentes échelles ; la façon dont ces relations se complètent ou se contredisent, sont négociées, institutionnalisées et altérées avec le temps ; ainsi que les effets des dynamiques interéchelles sur la politique des mouvements sociaux (*movement politics*) élaborée à l'intérieur de configurations multiscalaires.

Parce qu'elle implique un ensemble de relations entre acteurs ancrés à différentes échelles, l'action collective multiscalaire n'est pas nécessairement aisée. Elle peut, entre autres, être le site de « dilemmes géographiques » émergeant de la coexistence tendue de différentes échelles. En effet, pour des acteurs collectifs dont le travail quotidien s'enracine à d'autres échelles, participer à des mobilisations transnationales peut poser des problèmes de concurrence dans l'affectation des ressources ainsi qu'en regard des actions et des luttes auxquelles accorder la priorité. Par exemple, étudiant le cas de People's Global Action, P. Routledge montre comment, dans un contexte de ressources limitées, les impératifs des luttes quotidiennes à l'échelle locale et nationale peuvent entrer en conflit avec les demandes de l'engagement transnational⁴¹. P. Dufour et I. Giraud font des commentaires similaires quant à la participation des militantes québécoises de la base aux actions organisées par la Marche mondiale des femmes⁴². D'autres dilemmes géographiques concernent le choix des stratégies et des intérêts à défendre. Ainsi pour N. Castree et ses collaborateurs, les militants du mouvement ouvrier « sont confrontés à des dilemmes géographiques, car ce qu'ils jugent sensé à une échelle géographique peut avoir des conséquences défavorables à d'autres échelles [...] les travailleurs d'une localité qui joignent une campagne trans-locale pour

41. Routledge, « Convergence Space, Process Geographies... », *op. cit.*

42. Pascale Dufour et Isabelle Giraud, 2004, « Transnationalisation des mouvements féministes : quels impacts sur la lutte des femmes ? Le cas de la Marche mondiale des femmes », communication présentée à la conférence internationale Genre et militantisme, Université de Lausanne (Suisse), 26-27 novembre 2004, p. 13.

aider des travailleurs d'ailleurs [...] peuvent avoir à sacrifier leurs intérêts personnels et locaux dans ce processus⁴³». Dans tous les cas se pose la question des différentes échelles auxquelles les participants «définissent leurs intérêts et leurs loyautés⁴⁴» ainsi que celle des tensions qui y sont associées.

Finalement, ce type de perspective pose aussi la question de la façon dont les relations entre échelles, et tout spécialement entre les différentes incarnations du «local», du «régional», du «national» et du «transnational», sont réorganisées dans le contexte des changements contemporains. Selon une certaine orthodoxie, représentée dans cette littérature par Eric Swyngedouw⁴⁵, aux rééchelonnements issus des projets récents de restructuration des économies et des institutions étatiques, répondraient des rééchelonnements stratégiques parallèles des luttes sociales et de l'activité des mouvements. On assisterait donc à un décentrement, voire à une perte d'importance radicale des luttes locales et nationales sous les effets combinés de la mondialisation néolibérale et de la vague récente de transnationalisation des solidarités. Or, la recomposition des relations entre échelles de l'action collective s'effectue en rapport à une réalité beaucoup plus complexe et plus contradictoire. Étudiant le cas de l'Europe du point de vue syndical, David Sadler montre ainsi que la réorganisation des échelles de négociation des relations de travail a été animée, au cours des années 1990, d'une double, voire d'une triple tendance : vers l'europanisation, bien sûr, mais aussi vers la régionalisation (échelle infranationale), ainsi que vers un renouveau de l'importance des cadres nationaux de négociation collective⁴⁶. Les travaux d'inspiration géographique invitent plus généralement à une réflexion sur la (re)-territorialisation du «global» et sur l'efficacité persistante, dans ce contexte, des mobilisations nationales ou plus localisées, tout en conseillant de fonder les analyses des rééchelonnements contemporains de l'action collective dans la spécificité des luttes plutôt que dans des *a priori* théoriques⁴⁷.

43. Noel Castree, Neil M. Coe, Kevin Ward et Michael Samers, 2004, *Spaces of Work, Global Capitalism and the Geographies of Labour*, Londres, Sage, p. 119-120.

44. *Id.*, p. 120.

45. Swyngedouw, «Neither Global nor Local...», p. 160; Eric Swyngedouw, 2004, «Globalisation or "Glocalisation"? Networks, Territories and Rescaling», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 1, p. 43-44.

46. Sadler, «Organizing European Labour...», *op. cit.*

47. Pour un argumentaire soulignant la (re)-territorialisation du capitalisme mondialisé et, par conséquent, l'importance toujours actuelle des échelles nationales et infranationales de résistance, voir Castree, «Geographic Scale and Grass-roots Internationalism», *op. cit.*; et J.K. Gibson-Graham, 2002, «Beyond Global Vs. Local: Economic Politics Outside the Binary Frame», dans *Geographies of Power. Placing Scale*, sous la dir. d'Andrew Herod et Melissa W. Wright, Oxford, Blackwell Publishing, p. 25-60. Voir également Arturo Escobar, 2001, «Culture Sits in Places: Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization», *Political Geography*, vol.

LES CADRAGES TRANSNATIONAUX : CHANGEMENTS D'ÉCHELLE ET EFFETS DE LIEU

Le concept de « lieu », enfin, est souvent indissociable des discussions autour des questions d'échelle dans les écrits d'inspiration géographique sur la transnationalisation de l'action collective. Cette insistance exprime une profonde réticence conceptuelle à détacher acteurs et événements transnationaux de leur enracinement territorial. L'action collective transnationale demeure dans cette perspective un phénomène ancré dans des espaces et des vies « situés » en fonction de lieux toujours spécifiques. Ainsi, même si les réseaux transnationaux s'étendent à travers de larges espaces, chaque élément du réseau est vu comme procédant d'un lieu particulier⁴⁸. Unité d'analyse à taille variable ne confinant pas nécessairement à la localité, le lieu (*place*) peut être théorisé, suivant Doreen Massey, comme un site et un moment où viennent se croiser un ensemble « de relations économiques, politiques et culturelles, chacune imprégnée de pouvoir et de structures internes de domination » et déployée à différentes échelles⁴⁹. Cette rencontre fait du lieu le point, chaque fois unique, d'intersection d'une configuration particulière de relations sociales qui le façonnent, sur fond d'un palimpseste d'« héritages historico-géographiques, de formes culturelles et de modes de vie distincts⁵⁰ », un espace perméable et ouvert sur des processus qui le dépassent largement et dont les caractéristiques ne sont ni fixes ni statiques, mais constamment produites, contestées et reconfigurées dans le présent.

Le concept de lieu est tout particulièrement mobilisé dans les interrogations sur les changements d'échelle des cadres discursifs associés à la transnationalisation. En effet, les cadres de l'action collective sont vus comme étant ancrés d'abord dans les spécificités des différents lieux. Les discours des acteurs seraient ainsi construits à partir de systèmes de significations géographiquement situés, car relevant de formations discursives liées aux spécificités matérielles et culturelles

20, n° 139, p. 174; Andrew Herod, 2001, « Labor Internationalism and the Contradictions of Globalization: Or, Why the Local Is Sometimes Still Important in a Global Economy », *Antipode*, vol. 33, n° 3, p. 407-426.

48. Routledge, « Convergence Space, Process Geographies... »; Byron Miller, 2005, « Is Scale a Chaotic Concept? Network and Scalar Dynamics of Social Struggle », communication présentée à la Studies in Political Economy Annual Conference, *Towards a Political Economy of Scale*, Université York, 3-5 février; Andy Cumbers, Paul Routledge et Corinne Nativel, 2008, « The Entangled Geographies of Global Justice Networks », *Progress in Human Geography*, vol. 32, n° 2, p. 183-201.

49. Massey, « A Global Sense of Place », p. 154.

50. David Harvey, 2000, *Spaces of Hope*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, p. 74.

de lieux définis à des échelles diverses⁵¹. Or, la transnationalisation de l'action collective implique un changement de focale par rapport aux échelles antérieures de référence. Enjeux et revendications doivent être redéfinis comme relevant de cette échelle pour y être poursuivis⁵². Intérêts et identités construits à d'autres échelles et dans des lieux spatiaux distincts doivent être mutualisés pour y être déployés⁵³. La question qui se pose alors, sur le plan théorique, est la suivante : comment se construisent les cadrages transnationaux alors que les exigences d'une portée géographique accrue les forcent à confronter et à embrasser une diversité, elle aussi accrue, de réalités matérielles et symboliques ?

Les travaux de Janet Conway⁵⁴ sur les forums sociaux mondiaux (FSM) illustrent la façon dont la territorialisation – le lieu – des rencontres transnationales a des conséquences sur la représentation d'acteurs d'origines géographiques diverses et, en corollaire, sur le contenu des cadres. Jusque-là affaire de classes moyennes blanches, la participation au FSM se voit considérablement transformée par le déplacement du Forum de Porto Alegre à Mumbai en 2004. La présence notable des *Adivasi* (autochtones) y met à l'avant-scène les droits de subsistance, « forçant les questions écologiques au cœur des priorités du FSM » et « posant un défi significatif aux discours de modernisation, d'urbanisation et de développement qui continuent à sous-tendre beaucoup des utopies du mouvement antimondialisation⁵⁵ ». À Mumbai également la mobilisation des *Dalits* (intouchables) permet d'inscrire dans la Charte de principes du FSM de nouveaux enjeux, comme le système de castes et le communautarisme religieux. Enfin, la tenue à Quito d'un Forum social à l'échelle des Amériques, en 2005, favorise une forte participation des réseaux autochtones et une représentation beaucoup plus centrale d'enjeux tels que l'autodétermination, la défense des identités

51. Dietrich Soyeze, 2000, «Anchored Locally—Linked Globally, Transnational Social Movement Organizations in a Seemingly Borderless World», *GeoJournal*, vol. 52, p. 7-16; Byron Miller, 2004, «Spaces of Globalization, Transnational Social Movements», dans *Spaces of Democracy, Geographical Perspectives on Citizenship, Participation and Representation*, sous la dir. de Clive Barnett et Murray Low, Londres, Sage, p. 223-246.

52. Bas Arts, 2004, «The Global-local Nexus, NGOs and the Articulation of Scale», *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, vol. 95, n° 5, p. 498-510.

53. Alice Feldman, 2002, «Making Space at the Nations' Table, Mapping the Transformative Geographies of the International Indigenous Peoples' Movement», *Social Movement Studies*, vol. 1, n° 1, p. 31-46.

54. Janet Conway, 2004, «Place Matters, India's Challenge to Brazil at the World Social Forum», *Antipode*, vol. 36, n° 3, p. 357-360; Conway, «The Empire, the Movement, and the Politics of Scale...»; Janet Conway, 2007, «Transnational Feminisms and the World Social Forum, Encounters and Transformations in Anti-globalization Spaces», *Journal of International Women's Studies*, vol. 8, n° 3, p. 49-70.

55. Conway, «Place Matters, India's Challenge to Brazil...», p. 358.

autochtones et des terres ancestrales, la diversité culturelle et la biodiversité, jusque-là relativement marginalisés dans les processus des forums sociaux. Ces travaux mettent en lumière, par voie de contraste, les liens suggérés dans une des sections précédentes entre inégalités sociospatiales, inégalités de participation à l'échelle transnationale et risques structurels d'exclusion des mécanismes et des formes de la représentation. Dans cette perspective, les déplacements des forums ont un effet de proximité sur la participation et l'inclusion, permettant une plus grande démocratisation des sujets et des objets qui entrent dans la production des cadres transnationaux. «*Place matters*⁵⁶» : le lieu acquiert ainsi une double importance, comme espace structurant les cadrages initiaux des participants et comme localisation facilitant – ou non – leur convergence.

J. Conway ne nous renseigne pas sur les tensions et les rapports de forces qui marquent ces processus de mutualisation des cadres et de transformation progressive des cadrages transnationaux. Toutefois, l'existence de dynamiques politiques complexes et contradictoires entre acteurs différemment situés est au centre de l'analyse que fait David Featherstone de la rencontre de 1999, à Londres, de la Continental Caravan for Solidarity and Resistance. Le processus de construction d'un cadre commun contre le néolibéralisme et les biotechnologies y est particulièrement houleux. Un fort contingent de représentants indiens du Karnataka State Farmer's Union y préconise une compréhension de la mondialisation articulée aux identités nationalistes indiennes qui posent obstacle à la constitution de solidarités avec d'autres délégués, en particulier ceux du Népal. Sur la question des organismes génétiquement modifiés toutefois, c'est l'adoption de leur slogan, «*No patents on life*» (Pas de brevets sur la vie) par l'ensemble de la Caravane qui va permettre à celle-ci de s'éloigner d'un discours jusque-là ancré dans des conceptions européennes aux forts relents d'eugénisme et centrées sur «la menace du mélange [génétique] et d'autres altérations de la "pureté" imaginée des plantes». La mise en rapport d'une constellation d'acteurs, de revendications et de visions du monde géographiquement situées est, conclut D. Featherstone, «à la fois une condition de possibilité de ces alliances transnationales» et un facteur de tension significatif dans les efforts d'élaboration de cadres communs et de formation des solidarités⁵⁷.

Ces exemples militent en faveur d'analyses qui intègrent des conceptions géographiques du lieu et des échelles dans l'examen des processus de cadrage, non seulement dans les rencontres, les campagnes et les coalitions transnationales, mais aussi au sein des organisations et

56. *Ibid.*

57. David Featherstone, 2003, «Spatialities of Transnational Resistance to Globalization, the Maps of Grievance of the Inter-Continental Caravan», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 28, p. 404.

des réseaux. De telles analyses doivent cependant éviter de reposer sur une vision essentialiste ou déterministe des spécificités expérientielles et symboliques du lieu. Comme le souligne D. Massey, « les lieux n'ont pas d'identité "unique" ; ils sont pétris de conflits internes⁵⁸ ». Non homogènes, ni les lieux ni les discours portés par les participants qui en sont issus ne peuvent être compris comme clos sur eux-mêmes. Ils sont perméables aux relations sociales et aux constructions discursives qui existent en dehors d'eux. L'analyse doit alors éclairer les façons dont les acteurs collectifs mobilisent les circonstances et les ressources culturelles et politiques, matérielles et discursives relatives à leurs lieux d'ancrage tout comme à des lieux plus éloignés, et ce, dans des processus de construction de cadres qui impliquent des négociations et des effets en retour sur leurs auteurs.

Enfin, ces travaux suggèrent que, « [p]our réussir, les alliances internationales doivent négocier entre une action qui est profondément ancrée dans le lieu, c'est-à-dire dans les expériences, les relations sociales et les conditions de pouvoir locales, et une action qui facilite des coalitions transnationales larges⁵⁹. » Plusieurs soulignent ici l'importance des efforts visant à surmonter les tensions et les divergences en articulant plutôt qu'en gommant la diversité sociospatiale⁶⁰. Leurs observations invitent plus généralement à la prudence quant à la capacité des cadres transnationaux de transcender les particularismes des lieux. Ainsi, ni la défense d'enjeux dits « globaux », ni le cosmopolitisme présumé, ni l'auto-identification comme « citoyens du monde » n'empêcheraient les acteurs d'être « façonnés par les relations spatiales de leurs origines locales, parce qu'ils ne peuvent sans efforts se libérer des formations discursives qui y dominent⁶¹ ». Le degré et la mesure dans lesquels les acteurs individuels et collectifs, œuvrant à l'intérieur de processus transnationaux, demeurent enracinés dans les spécificités matérielles et discursives de leurs lieux et de leurs échelles d'origine est une question qui mérite un examen plus attentif. De même, l'universalisme autoproclamé ou supposé des cadrages transnationaux – par exemple celui du « féminisme global » loué par Valentine M. Moghadam⁶² – ne peut être tenu pour acquis. Dans quelle mesure ces cadres représentent-ils véritablement des discours sans particularismes et sans ancrages ? Dans quelle mesure s'avèrent-ils être, au contraire,

58. Massey, « A Global Sense of Place », p. 155.

59. Routledge, « Convergence Space, Process Geographies... », p. 336.

60. *Ibid.* ; Miller, « Spaces of Globalization, Transnational Social Movements... », *op. cit.* ; Conway, « The Empire, the Movement, and the Politics of Scale... » ; Elsa Beaulieu, 2007, « Échelles et lieux de l'action collective dans la Marche mondiale des femmes au Brésil », *Lien social et politiques*, vol. 58, p. 119-132.

61. Soyez, « Anchored Locally—Linked Globally », p. 13.

62. Moghadam, *Globalizing Women, Transnational Feminist Networks*, *op. cit.*

des discours socialement et spatialement enracinés qui prétendent à l'universalité : la projection, à l'échelle globale « de l'autoreprésentation du particularisme dominant⁶³ » ?

CONCLUSION

Comme on a pu l'apprécier au début de ce texte, l'approche constructiviste des échelles élaborée au sein de la géographie anglo-saxonne critique a conduit au développement d'un domaine de recherche centré sur les rapports politiques qui se jouent autour de la question des échelles et des relations entre échelles dans le contexte des changements sociopolitiques contemporain. À l'intérieur de cette mouvance large, les travaux portant sur la transnationalisation de l'action collective et de l'activité des mouvements sociaux constituent un champ d'étude encore en émergence. En ce sens, le présent article doit être lu comme une première tentative de systématisation d'orientations théoriques générales et d'axes de recherche qui soulèvent des questions et appellent à l'analyse plutôt que d'apporter des réponses définitives reposant sur un corpus étendu de résultats empiriques. Le cadre conceptuel et les visées programmatiques offertes par ces travaux, nous les croyons néanmoins fertiles et, par le fait même, potentiellement utiles pour les sociologues et les politologues des mouvements sociaux.

Les perspectives d'inspiration géographique offrent en effet l'avantage de reposer sur une conception théorisée des notions d'échelle et de politique(s) des échelles. Les changements d'échelles impliqués dans la transnationalisation y apparaissent ainsi comme des réalités renvoyant à des processus beaucoup plus complexes que ne le laisse croire la simple identification de mécanismes de diffusion et de courtage⁶⁴. Cette perspective évite également de réduire l'échelle au « niveau ». Une conception géographique de la(des) politique(s) des échelles permet, certes, d'analyser les relations qu'entretiennent les mouvements sociaux avec les échelles juridico-administratives des institutions politiques et leurs transformations⁶⁵. Elle se veut toutefois plus englobante et, comme on aura pu l'apprécier dans les pages qui précèdent, ouvre l'analyse à un

63. Stuart Hall, cité dans Miller, « Spaces of Globalization, Transnational Social Movements », p. 233. Un argument similaire est soutenu par d'autres auteurs : Johnston « "We Are All Marcos" ? », *op. cit.* ; Castree *et al.*, *Spaces of Work, Global Capitalism...*, *op. cit.* ; Janet Conway, 2008, « Geographies of Transnational Feminism, the Politics of Place and Scale in the World March of Women », *Social Politics*, vol. 15, n° 2, p. 207-231.

64. Voir le premier paragraphe du présent article.

65. Voir à titre d'exemple le travail de Sadler, « Organizing European Labour... », *op. cit.* L'approche de *political rescaling* est particulièrement appropriée à ce type d'analyse, à condition cependant de la centrer sur les acteurs des mouvements.

ensemble beaucoup plus vaste de questions en mettant l'accent sur la « politique interne » des mouvements, abordée sous l'angle organisationnel et idéationnel et en dehors d'un rapport direct aux institutions.

Dans l'ensemble, les propositions théoriques et les études de cas présentées ici suggèrent aux chercheurs de porter attention aux processus de construction d'une échelle transnationale d'organisation et d'activité des mouvements ; au caractère multiscale de l'action collective dite transnationale et aux relations entre échelles qui y sont associées ; et finalement aux effets de lieu dans le rééchelonnement des cadrages collectifs. Ce faisant, les perspectives géographiques fournissent à la fois des outils théoriques et des pistes de recherche pour aborder de front certaines grandes questions identifiées par S. Tarrow et Johanna Siméant⁶⁶ comme les principaux « points aveugles » des travaux émanant de la sociologie et de la science politique. Parmi ceux-ci, la relative absence de reconnaissance et d'analyse de la variété géographique et de la diversité des logiques concrètes présidant à l'expansion des formes transnationales de l'action collective ; la question des liens entre le local, le national et le transnational ; et celle de l'enracinement et du détachement des acteurs locaux et cosmopolites par rapport aux identités, aux discours et aux ressources. Sociologues et politologues désireux de mettre l'interdisciplinarité à profit du renouvellement des modèles d'analyse de la transnationalisation de l'action collective ne peuvent, concluons-nous, que bénéficier d'une meilleure connaissance des perspectives géographiques⁶⁷.

66. Sidney Tarrow, 2000, « La contestation transnationale », *Culture & conflits*, vol. 38-39, p. 187-223 ; Johanna Siméant, 2005, « Des mouvements nouveaux et globaux ? Sur les mouvements sociaux "transnationaux" dans quelques ouvrages récents », communication présentée au 8^e Congrès de l'Association française de science politique (AFSP), table ronde *Où en est la sociologie des mouvements sociaux*, Lyon, 15-18 septembre 2005, [<http://scpo.univ-paris1.fr/fichiers2/SIMEANT%20-%20papier%20colloque%20AFSP.pdf>], consulté le 12 mars 2008.

67. La pertinence d'un « tournant géographique » pour les études de mouvements sociaux dans leur ensemble a déjà été soulignée à quelques reprises, entre autres par Byron Miller, 2000, *Geography and Social Movements, Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis, University of Minnesota Press ; Charles Tilly, 2000, « Spaces of Contention », *Mobilization*, vol. 5, n^o 2, p. 135-159 ; William H. Sewell Jr., 2001, « Space in Contentious Politics », dans *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, sous la dir. de Ronald R. Aminzade, Jack A. Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth J. Perry, William H. Sewell, Sidney Tarrow et Charles Tilly, Cambridge (UK), Cambridge University Press, p. 51-88 ; et Javier Auyero, 2005, « L'espace des luttes, topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 160, p. 122-132. Ces travaux indiquent d'autres ouvertures conceptuelles et d'autres arrimages possibles entre les recherches sociologiques et politiques et les perspectives géographiques.